

Unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 QUIMPER

QUIMPER, le **14 NOV. 2023**

Références : ENV-D-23. **0497**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LES RECYCLEURS BRETONS (LRB) : Site de Kerbriant à PLOUIGNEAU**

Siège administratif :

**170 rue Jacqueline Auriol  
ZA Saint Thudon  
29490 Guipavas**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2023 dans l'établissement exploité par LES RECYCLEURS BRETONS, ZI de Kerbriant à Plouigneau (29610). L'inspection a été annoncée le 09/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 9 octobre 2023 est intervenue suite à un incendie survenu le jeudi 5 octobre 2023 sur le site. D'après les informations collectées sur place lors de l'échange avec l'exploitant, les conditions de cet accident sont résumées ci-après.

Le 5 octobre vers 17 h, l'exploitant démarre une opération de broyage de plastiques durs (containers vides d'un m3, couvercles de poubelles, caisses plastique...). Pour ce faire, une pelle à grappin introduit les déchets à traiter dans la trémie du broyeur (voir photo 1 en annexe) qui produit des fractions grossières (voir photo 2 en annexe), formant un tas sous l'extrémité de la bande transporteuse évacuant ce broyat. Vers 17h30, un départ de feu survient à l'intérieur du broyeur produisant quelques fragments enflammés qui transmettent immédiatement le feu au tas de broyats le temps que l'opérateur actionne l'arrêt d'urgence de la machine. L'alerte est donnée aux services de secours du SDIS et le personnel présent tente de combattre les flammes à l'aide des moyens du site. La pompe de relevage permettant la vidange de bassin de confinement est arrêtée en vue de l'isolement des eaux d'extinction éventuellement recueillies. Les pompiers arrivent sur site à 17h59 et actionnent leurs moyens à partir de 18h01.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LES RECYCLEURS BRETONS
- ZI de Kerbriant Restigou 29610 Plouigneau
- Code AIOT : 0005503566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Les Recycleurs Bretons exploite un établissement spécialisé dans le tri/transit/regroupement et traitement de déchets.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- visite réactive suite à incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	DISPOSITIF DE RETENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article CHAPITRE 7.4.	/	Sans objet
2	Définition générale des moyens	Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article 7.2.2.1	/	Sans objet
3	AIRES EXTERIEURES D'ENTREPOSAGE	Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article 7.2.1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis à l'occasion de cette visite réactive montrent ou tendent à montrer que les moyens de gestion d'un incendie sur le site ne sont pas totalement optimisés à ce jour. Ainsi des précisions/améliorations sont attendues de la part de l'exploitant sur :

- les modalités de fonctionnement du bassin de confinement et les capacités réellement disponibles en vue de l'isolement des eaux d'extinction,
- la fiabilité de la réserve incendie (vérification de son niveau de remplissage, accessibilité au raccordement, vieillissement/corrosion de la capacité),
- respect des distances d'éloignement entre les stocks de déchets entreposés sur site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : DISPOSITIF DE RETENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article CHAPITRE 7.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacité de rétention effectivement disponible
<b>Prescription contrôlée :</b> IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, (...). En cas d'incendie, tous moyens utiles sont mis en place par l'exploitant pour en éviter la propagation du fait des écoulements.  L'établissement est à cet effet organisé et équipé de telle sorte à pouvoir confiner ces effluents. L'ouvrage de confinement est le bassin sud est du site.

<p>Ce bassin est étanche, et conserve en permanence une capacité libre de stockage disponible de 310 m<sup>3</sup> minimum, à même de permettre le confinement d'éventuelles eaux d'extinction polluées.</p> <p>Pour ce faire, Un dispositif automatique ou manuel permet d'isoler les eaux stockées par arrêt des pompes de vidange et/ou fermeture d'une vanne d'obturation.</p> <p>(...) Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, (...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Toutes les eaux recueillies sur le site (dont les eaux d'extinction) sont collectées sur le revêtement étanche des sols (voir photo 3 en annexe) et orientées par le réseau vers un bassin étanche (voir photo 4 en annexe) situé dans l'angle sud-est du site. Ce bassin ne dispose pas de vidange gravitaire, il est équipé d'une pompe de relevage à déclenchement automatique commandé par une jauge de niveau (voir photo 4 en annexe).</p> <p>Selon l'exploitant, environ 60 m<sup>3</sup> d'eau ont été utilisés pour combattre l'incendie du 6 octobre 2023. Pour autant, le 9 octobre 2023, soit 3 jours après l'incendie, et sans pluie pendant le WE, le bassin, d'une capacité de 1350 m<sup>3</sup> selon le dossier, était quasiment plein (voir photo 4 en annexe). Cela semble signifier que le site ne dispose pas effectivement des 310 m<sup>3</sup> disponibles en cas de besoin d'isoler les eaux d'extinction émises lors d'un incendie important sur le site.</p> <p>Le confinement des eaux dans le bassin est assuré par l'arrêt de la pompe de relevage.</p> <p>L'accès à la commande de cette pompe implique le passage par une trappe étroite (voir photo 5 en annexe) depuis le bâtiment d'entreposage des métaux précieux, puis de pénétrer sur l'aire clôturée du bassin, dans laquelle se trouvent en permanence 2 chiens de garde en libre circulation. Ces conditions n'apparaissent pas de nature à faciliter l'accès à la commande en situation d'urgence et sous stress, en cas de gestion d'un sinistre.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>L'inspection propose de demander à l'exploitant de transmettre une étude détaillée du dimensionnement et du fonctionnement du bassin, afin que soit garantie la disponibilité de la capacité nécessaire à la gestion des eaux d'extinction d'un incendie sur le site.</b></p> <p>De plus, il est également demandé à l'exploitant de faciliter les conditions d'accès à la commande de confinement du bassin afin que cette dernière puisse être manœuvrée en toutes circonstances et par n'importe quel agent habilité à cette manœuvre sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 2 : Définition générale des moyens

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article 7.2.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité et disponibilité de la réserve incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques en accord avec le Service Départemental d'incendie et de Secours.</p> <p>Ces moyens se composent notamment :</p> <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des ressources minimales en eau d'extinction suivantes:</li> <li>- une réserve d'eau incendie de capacité minimale 120 m<sup>3</sup></li> <li>- Un poteau normalisé public de débit minimum 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures,</li> <li>- d'extincteurs d'un type homologué NF-MIC, placés judicieusement dans l'emprise de l'installation en fonction des risques encourus, à proximité des dégagements, bien visibles, appropriés à ces risques et compatibles avec les matières entreposées,</li> <li>- d'un réseau de robinets d'incendie armés (RIA) au droit du bâtiment de tri et de la presse à balles.</li> </ul> <p>Toutes les dispositions sont prises pour permettre une intervention rapide et aisée des services de</p>

secours et de lutte contre l'incendie en tous points intérieurs et extérieurs des installations.(...)
<b>Constats :</b> Tous les moyens décrits dans l'article ci-dessus sont effectivement disponibles sur le site et ont été, en partie, utilisés pour combattre l'incendie survenu le 6 octobre 2023. Pour autant, il a été relevé que des cadres de bouteilles d'oxygène étaient entreposés devant le citerne de 120 m3 d'eau incendie et étaient ainsi susceptibles de gêner la mise en place des pompiers pour se raccorder à cette réserve (voir photo 6 en annexe). De plus, la citerne n'est équipée d'aucun dispositif externe permettant visuellement de contrôler son niveau de remplissage (voir photos 6 et 7 en annexe). Enfin, son aspect montre un niveau de corrosion potentiellement susceptible, à terme, d'entraîner une ou plusieurs fuites (voir photo 7 en annexe) .
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : AIRES EXTERIEURES D'ENTREPOSAGE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintien des distances d'éloignement (risque incendie)
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Des distances d'éloignement suffisantes et justifiables sont maintenues entre les différentes aires d'entreposage afin le risque de propagation d'un incendie.
<b>Constats :</b> L'incendie du 6 octobre est survenu au cours d'une opération de broyage de plastiques durs (voir photos 1, 9 et 10 en annexe) effectuée à l'extrémité de l'aire d'entreposage des plastiques. Dès le départ de feu, parallèlement à l'utilisation des moyens d'extinction du site, l'exploitant a entrepris de déplacer les balles de plastiques souples entreposées à proximité immédiate du stock en cours de combustion. Il a engagé cette action afin d'éviter que le feu ne se propage au stock de balles entreposées, considérant de fait que ces dernières étaient proches de l'incendie et risquaient de s'enflammer (voir photo 8 en annexe). Ce faisant, l'exploitant a réussi à éviter la propagation de l'incendie. Ce constat tend toutefois à démontrer que la distance d'éloignement entre le lieu de l'opération de broyage et le stock de balles voisin était insuffisante.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



Annexe - Photographies prises sur site le 9 octobre 2023



**Photo 1 : broyeur mobile à l'intérieur duquel est survenu le départ de feu**



**Photo 2 : tas de déchets résiduels suite à l'incendie. Mélange constitué au cours des opérations d'extinctions de broyats de plastiques durs (en partie droite) et de plastiques souples issus des stocks voisins (en partie gauche)**

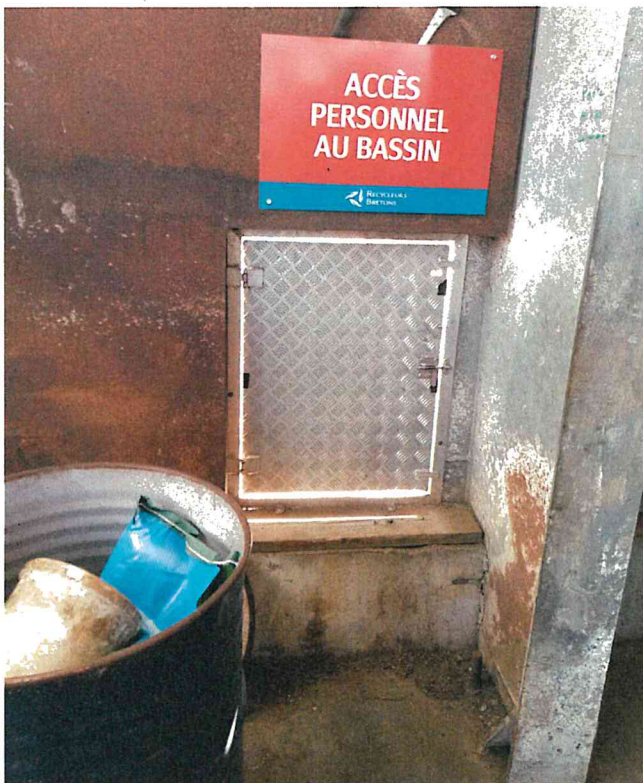


**Photo 3 : grille de collecte des eaux de la plateforme étanche, située au droit de la zone au sein de laquelle est survenu l'incendie**



**Photo 4 : bassin de confinement des eaux collectées sur le site. Au premier plan, la commande permettant de stopper le fonctionnement de la pompe de relevage, située dans l'enceinte clôturée du bassin.**





**Photo 5 : trappe d'accès à l'enclos du bassin, depuis l'intérieur du bâtiment de collecte et stockage des métaux précieux**



**Photo 7 : Citerne incendie de 120 m<sup>3</sup>. Noter la vétusté de la peinture et la présence de corrosion**



**Photo 6 : Citerne incendie de 120 m<sup>3</sup>. Noter la présence de cadres de bouteilles d'oxygène devant le point de raccordement du tuyau des pompiers**



**Photo 8 : tas résiduel de déchets suite à l'incendie. Noter au second plan, la présence de balles de déchets de plastiques souples qui ont du être éloignées pour éviter la propagation du feu**



**Photo 9 : zone au sein de laquelle est survenu l'incendie**



**Photo 10 : broyats de plastiques durs, en partie fondus, retrouvés sur le broyeur après l'incendie.**